

Les organismes communautaires se rallient

versants.com/organismes-communautaires-se-rallient/



Marianne Julien

mjulien@versants.com

Le mercredi 7 février 2018, 15h26



Plusieurs intervenants ont pris la parole afin de livrer des témoignages et dénoncer les coupures budgétaires.

Crédit photo : Marianne Julien

Ce 7 février a marqué la journée de mobilisation « Engagez-vous pour le communautaire » organisée à Saint-Bruno-de-Montarville par le Centre d'action bénévole (CAB) Les p'tits bonheurs.

Pour cette journée, plusieurs organismes ont fermé leurs portes, comme le CAB et la Maison des jeunes de Saint-Bruno. Ce n'est pas pour nuire aux personnes qui requièrent leurs services, au contraire, mais pour envoyer un message au gouvernement.

Selon Nathalie Chagnon, coordonnatrice promotion et développement de l'action bénévole au CAB, les employés ont pris le soin d'avertir tout le monde de la fermeture. Bien que ça ait tout de même un impact pour les bénéficiaires, le but est de donner une idée de ce que serait la situation si les organismes communautaires fermaient soudainement.

Sur les 4000 organismes qu'il y a au Québec, 80 se trouvent à Saint-Bruno et plusieurs d'entre eux se sont déplacés à la Maison des jeunes pour échanger sur les coupes budgétaires. En plus des organisateurs, on a pu y trouver la Corporation de développement communautaire (CDC) de Longueuil, Maison Vivre, Table de solidarité de Saint-Bruno, Boîte à lettres et plusieurs bénévoles, bénéficiaires et des candidats politiques provinciaux.

475 millions

C'est le montant que réclament les organismes communautaires pour compenser leur sous-financement.

Revendications

Tous les intervenants étaient d'accord pour dire que les besoins sont grandissants et que les revenus diminuent. Selon la campagne, 92 % des organismes communautaires de la Montérégie affirment être sous-financés et un sur deux parmi ces derniers a vu sa situation économique se détériorer en 2017.

C'est pourquoi ils ont quelques revendications à faire au gouvernement, comme une hausse significative du financement de base de 475 millions de dollars pour les 4000 organismes québécois dans le but de compenser le sous-financement. Ils demandent aussi l'indexation annuelle des subventions afin de suivre l'augmentation des coûts de fonctionnement et le respect de l'autonomie des organismes.

La directrice du CAB a parlé de manière exhaustive des réalités des organismes communautaires, incluant le sien, afin d'expliquer ce besoin de financement : « Le gouvernement coupe dans l'éducation, la santé et les autres services publics, donc les gens n'ont pas le choix de se tourner vers le communautaire, mais on n'en a pas les moyens. »

En réponse au candidat libéral Ludovic Grisé Farand à propos de ses besoins budgétaires, la directrice a dit qu'il lui fallait au moins 30 000\$ de plus, mais que même avec ce montant, ses employés ne seraient pas aussi bien payés que dans des établissements publics ou privés.

Financement pour la mission globale

Plus important encore, il semblerait que le gouvernement souhaite désormais financer les organismes par projets, contrairement au financement à la mission globale. Donc, plutôt que d'obtenir une subvention de base pour la mission globale de l'organisme, chacun d'eux devrait soumettre chacun de ses projets pour les financer individuellement.

Cela génère de la grogne. « Le temps énorme à remplir les formulaires et les ententes de service, c'est du temps qu'on ne passera pas sur le terrain à aider la population; donc ce sont nos services et nos bénéficiaires qui vont être pénalisés », souligne Martin Boire, directeur général de la CDC de Longueuil.

Impacts sur les services

Les organismes communautaires tentent d'amoindrir l'impact des coupes budgétaires sur leur offre de services, mais il se fait tout de même ressentir. Dans cette optique, ils ont demandé à leur clientèle de témoigner de ce que serait leur vie s'il n'y avait plus d'organismes.

Plusieurs ont nommé la dépression, la détresse psychologique et l'isolement. La Maison des jeunes souligne le temps que les jeunes passeraient seuls à la maison et les difficultés scolaires sans l'aide aux devoirs. Des personnes âgées ont aussi témoigné que sans le CAB, leur situation financière serait encore plus précaire si elles étaient privées des services comme le comptoir alimentaire ou les cuisines collectives.

Partout au Québec se sont tenues des activités de mobilisation. Selon Nathalie Chagnon, une pétition de 30 000 signatures a été déposée à l'Assemblée nationale aujourd'hui. Pour les mois à venir, la campagne propose notamment des rencontres avec des élus et des rassemblements populaires, mais à Saint-Bruno, on n'a pas encore statué sur les prochaines actions.